

« OU EN EST LA DÉCENTRALISATION A MADAGASCAR ? »

A l'occasion de la venue en France de Madame Hanitra RAHARINJATOVO, directrice générale du Fonds de développement local (FDL) de Madagascar et de Madame Anjara HANANTSARA, présidente du Conseil d'administration du FDL et directrice générale de la décentralisation du Ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation (MATD), à l'invitation du Centre international d'études pour le développement local (CIEDEL) et de son partenaire malgache FFF Malagasy Mahomby,

**RESACOOP**, EN COLLABORATION AVEC LE **CIEDEL**,

sont heureux de vous convier à la rencontre d'échanges qui aura lieu le

**VENDREDI 27 MAI 2011, DE 9H30 A 12H00**

à RESACOOP, 23 PLACE CARNOT, 69002 LYON

Les premiers jalons de la décentralisation ont été initiés dès les années 1990 à Madagascar avec la mise en place des communes en 1995, des provinces autonomes en 1998 (supprimées en 2007), et des 22 régions en septembre 2004. Dans le prolongement, la décentralisation de l'administration publique a été mise en œuvre, définie par la Lettre de politique sur la décentralisation et la déconcentration (novembre 2004), puis par le Programme national de décentralisation et la déconcentration (PN2D) 2007-2012.

Afin d'appuyer à la fois financièrement et techniquement les acteurs locaux, un dispositif financier national a été créé par décret en juin 2007 : le Fonds de développement local (FDL). Placé sous la tutelle du Ministère chargé de la Décentralisation et du Ministère des Finances, le FDL, établissement public national à caractère administratif, est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il a pour mission principale d'assurer des actions de renforcement des capacités locales et de financer des investissements communaux et intercommunaux.

La présentation qui sera réalisée par Mmes HANANTSARA et RAHARINJATOVO permettra aux acteurs de Rhône-Alpes, engagés dans des actions de coopération internationale à Madagascar, de mieux appréhender le contexte malgache actuel et l'évolution du processus de décentralisation, de connaître précisément les objectifs et les actions du FDL, notamment en termes de renforcement des compétences des collectivités territoriales malgaches, et d'échanger avec Mmes HANANTSARA et RAHARINJATOVO sur ces différentes questions.